

# A.I.R.E.

*Association pour l'Instauration d'un Revenu d'Existence*

affiliée au **B**asic **I**ncome **E**uropean **N**etwork

---

LETTRE DE LIAISON N° 31

Hiver 2002

---

## SOMMAIRE

- ❑ **Appel en faveur de la création d'un collège international éthique, politique et scientifique**  
*Avec la participation de Jacques Robin*
- ❑ **A propos d'un colloque sur le revenu universel d'existence**  
*Jacques Berthillier, Pierre Lavagne*
- ❑ **De l'argent pour la tuerie, mais pas pour la vie**  
*Louis Even*
- ❑ **L'allégorie du Patriarce**  
*Jean-Claude Hubaut*
- ❑ **Vie de l'association :**
  - Nos prochaines réunions
  - Rapport d'activité
  - Cotisations 2002

---

Secrétariat de l'A.I.R.E. : AIRE - B.P. n° 1 - 91440 Bures-sur-Yvette

*Pensez à renouveler votre abonnement à la lettre de liaison : 200 F/an (4 numéros) par chèque à l'ordre de A.I.R.E.*

*L'abonnement est gratuit pour les membres de l'association à jour de leur cotisation.*

# Appel pour la création d'un Collège International Éthique, Politique et Scientifique

*Jacques Robin, l'un de nos administrateurs, de même que notre ami Patrick Viveret ont joué un rôle actif dans l'élaboration de « l'appel en faveur de la création d'un collège international éthique, politique et scientifique », largement repris dans la presse nationale et internationale. Nous y joignons les noms des premiers signataires. Vu leur qualité, cet appel aura certainement un très grand retentissement dans le monde.*

Depuis près de deux ans, des hommes d'État et des intellectuels, réunis à l'invitation du Président de la République de Slovénie, réfléchissent aux conséquences des mutations qui affectent notre monde et aux voies d'une transformation profonde des rapports entre les sociétés humaines à l'échelle de la planète. Les attentats terroristes du 11 septembre 2001, en servant de révélateur, les ont confortés dans leur conviction qu'il y a urgence à répondre aux désordres du monde. En révélant les interdépendances négatives à l'œuvre dans nos sociétés, cette tragédie souligne aussi la nécessité de renforcer les interdépendances positives et d'en construire de nouvelles. La solution ne saurait venir de la seule riposte militaire. Car les trois grands défis - environnementaux, économiques et éthiques - qu'affronte aujourd'hui l'humanité imposent un changement radical dans la conduite du monde. Dans cette perspective, la création d'un Collège International, éthique, politique et scientifique apparaît comme un atout majeur.

Au-delà de l'émotion légitime, de la solidarité avec le peuple américain et de la condamnation que suscitent les attentats de New York et Washington, il est essentiel de considérer le terreau sur lequel a pu se développer un terrorisme à la fois meurtrier et suicidaire. Car celui-ci s'est en partie nourri des formes les plus contestables d'interdépendance que l'Occident a lui-même mises en œuvre ou autorisées :

- la remise en cause de toutes les formes de régulation et de contrôle dans le cadre

de la mondialisation des échanges économiques,

- une conception profondément inégalitaire du développement mondial, génératrice de misère et d'humiliation,
- la priorité donnée en permanence aux logiques économiques et financières sur les impératifs écologiques, sociaux et humains.

## Trois défis fondamentaux

Le caractère mondial de ces problèmes exige la mise en place d'une responsabilité elle-même mondialisée. Il nous faut à la fois préserver les aspects positifs d'une interdépendance accrue entre les sociétés et chercher à en limiter les aspects les plus négatifs, à commencer par les menaces qui peuvent conduire l'humanité à créer les conditions de sa propre autodestruction, physique et morale. Trois grands défis - écologiques, économiques et éthiques - apparaissent ainsi liés aux dérèglements que connaît actuellement notre humanité.

## Les menaces écologiques

Nous commençons à comprendre que notre Biosphère est fragile, que la planète-Terre peut devenir inhabitable à nous-mêmes, à nos enfants et aux générations à venir, si nous n'en prenons pas soin. Nous ne pouvons pas nous désintéresser du réchauffement du climat, du manque d'eau potable dont souffrent deux milliards d'êtres humains (et des menaces de pénurie qui pèsent sur cette ressource), de l'empoisonnement de nos sols, du pillage de la nature et du gaspillage des sources d'énergie... Nous

ne pouvons ignorer les effets désastreux des catastrophes technologiques sur notre environnement. L'expansion d'épidémies mortelles comme le sida doit aussi être prise en compte de toute urgence. Tous ces défis écologiques appellent des régulations et la construction d'un pacte mondial pour la préservation de notre environnement.

#### **Les dérèglements économiques et financiers**

Régulée par des lois démocratiques et des institutions civiques, la liberté économique peut contribuer à la prospérité et à la sécurité des peuples. Mais la sécurité ne peut exister durablement dans un monde dérégulé où, selon les chiffres officiels des Nations Unies, la fortune cumulée de moins de trois cents personnes physiques est égale au revenu de deux milliards et demi d'humains. Un monde qui tolère les paradis fiscaux, l'anonymat des sociétés offshore et le blanchiment de l'argent "hors,-les-lois" dont se nourrissent le terrorisme ou d'autres formes de criminalité n'est pas un monde sûr. Un monde où les impératifs de la valorisation financière guident l'avancée de la recherche, notamment dans les biotechnologies, n'est pas un monde sûr. La mondialisation sauvage que nous connaissons doit être remplacée par une mondialisation "à visage humain" et un projet de civilisation à l'échelle planétaire,

#### **La crise du sens et de la pensée**

L'humanité a rendez-vous avec elle-même parce qu'elle a acquis la capacité de s'autodétruire et qu'elle sait que sa Biosphère est fragile. Les formidables avancées techniques et scientifiques que nous devons à son intelligence doivent être mises au service d'une qualité d'humanité renouvelée. Il s'agit d'opposer à la fascination de la violence et de l'intolérance ou à l'obsession matérialiste et à sa propre violence, une démocratie mondiale vivante, porteuse de justice, de sens et de responsabilité, et ouverte aux grandes traditions éthiques et spirituelles.

Le terrorisme qu'il faut combattre est un condensé de haine et de sens fermé. Seules des valeurs à l'intersection du sens ouvert, de la justice et de la démocratie sont de taille à affronter cette formidable énergie noire. Ce combat peut s'appuyer sur les acquis les plus

positifs des interdépendances mondiales - telle l'émergence d'un droit international - mais aussi sur les apports des différentes approches spirituelles: leur point commun, dès lors qu'elles ne sont pas défigurées par la haine, l'intégrisme ou le matérialisme, a toujours été de considérer que la barbarie qui menace l'humanité n'est pas extérieure mais intérieure. Une transformation personnelle de nos comportements, éduqués à l'autonomie et à la complexité, doit donc accompagner la transformation sociale.

#### **Une réponse civique et éthique**

POUR APPORTER UNE RÉPONSE CIVIQUE ET ÉTHIQUE À CES DÉFIS, IL NOUS SEMBLE NÉCESSAIRE D'ŒUVRER AUJOURD'HUI DANS DEUX DIRECTIONS:

✓ la première est celle de l'émergence d'une citoyenneté et, à terme, d'une démocratie mondiale, seules à même de donner aux régulations écologiques sanitaires, sociales et économiques devenues indispensables, un socle de légitimité démocratique;

✓ la seconde est de fournir une qualité éthique dont ce projet démocratique manque aujourd'hui cruellement. La démocratie ne se réduit ni à un principe électif ni même au pouvoir des peuples de s'autogouverner: les élections peuvent être utilisées par des dictateurs; les peuples, livrés à leurs peurs ou leurs passions identitaires, peuvent basculer dans la guerre ou l'oppression contre d'autres êtres humains.

LA DÉMOCRATIE MONDIALE DOIT DONC ÊTRE CONSTRUITE SUR UN ETHOS MONDIAL REPOSANT SUR DES VALEURS PARTAGÉES, PARMIS LESQUELLES:

- l'inviolabilité de la vie humaine,
- le respect de la dignité humaine,
- la règle d'or de la réciprocité envers nos contemporains («ne fais pas aux autres ce que tu ne voudrais pas qu'ils te fassent») et de la responsabilité envers les générations futures.

La construction d'une civilité mondiale a besoin, pour replacer la science, l'économie, la technologie au rang de moyens et non de fin, d'une exigence non soumise aux

contraintes des intérêts, à l'obsession médiatique, à la pression du court terme.

C'est pourquoi il paraît nécessaire aux signataires de ce texte, qui ont bénéficié pour leurs premiers travaux de l'accueil exceptionnel de la Slovénie et de la participation effective de son président de la République, de proposer la constitution d'un Collège éthique international en charge d'une triple fonction :

- de veille et d'alerte sur les principaux risques que court l'humanité,
- de discernement, en particulier éthique, quant à la nature de ces risques et à la qualité des moyens nécessaires pour y faire face sans que ceux-ci deviennent eux-mêmes contre-productifs,
- De conseil auprès des gouvernements et des institutions internationales (en tout premier lieu des Nations unies) afin d'éclairer leur processus de décision.

Un tel Collège réunira dans une commune recherche en humanité des acteurs publics, des chercheurs et des créateurs, à l'écoute de la société civile (en particulier des ONG et des associations de citoyens actifs) et acceptant la rencontre difficile de la quête de vérité, de beauté ou de justice avec les exigences de toute responsabilité incarnée.

#### PREMIERS SIGNATAIRES

MILAN KUCAN, *Président de la Slovénie*

MICHEL ROCARD, *Ancien Premier Ministre de la France, Président de la commission des affaires culturelles du parlement européen*

EDGAR MORIN, *Écrivain et Philosophe, France*

FERNANDO ENRIQUE CARDOSO, *Président du Brésil*

JACQUES ROBIN, *Philosophe, fondateur de "Transversales"*

ANTONIO GUTTERRES, *Ancien Premier Ministre du Portugal*

JÜRGEN HABERMAS, *Philosophe, Allemagne*

MARY ROBINSON, *Ancienne Présidente d'Irlande et haut commissaire des Droits de l'Homme U.N.*

AMARTYA SEN, *Prix Nobel, économiste, Inde*

AHMEDOU OULD ABDALLAH, *Président de la coalition mondiale pour l'Afrique, Ancien Mministre des affaires étrangères de Mauritanie*

BENJAMIN BARBER, *Politologue, USA.*

MIREILLE DELMAS-MARTY, *Juriste, France*

VACLAV HAVEL, *Président de la République Tchèque*

FIDEL RAINOS, *Ancien Président des Philippines*

ALPHA OMAR KONARE, *Président du Mali*

SADAKO OGATA, *Ancienne Haut Commissaire du H.C.R., Japon*

STÉPHANE HESSEL, *ambassadeur de France*

OSCAR ARIAS SANCHEZ, *Prix Nobel de la paix, ancien président du Costa Rica*

HENRI ATLAN, *biophysicien et philosophe, France*

STJEPAN MESIE, *président de la Croatie*

WOLFGANG SACHS, *économiste, président de Greenpeace, Allemagne*

PATRICK VIVERET, *économiste et philosophe, France*

BRONISLAW GEREMEK, *ancien ministre des affaires étrangères de Pologne*

MORTON HALPERIN, *Council on foreign relations, Directeur du Centre pour la Démocratie, USA.*

ANNA ELEANOR ROOSEVELT, *Co-présidente de l'Institut Eleanor et Franklin-Roosevelt, USA.*

WILLIAM VANDEN HEUVEL, *Ambassadeur, co-président de l'Institut Eleanor et Franklin-Roosevelt, USA.*

LENNART MERI, *Ancien Président de Lestonie*

PAUL VIRIFIO, *Philosophe, France 5*

SACHA GOLDMAN, *Secrétaire Général du Collège*

# A PROPOS D'UN COLLOQUE SUR LE REVENU UNIVERSEL D'EXISTENCE

*Le 12 janvier, Gérard Lalot et Jacques Nikonoff, respectivement président et rapporteur de la commission "Statut de l'Actif" du parti communiste français, ont organisé un colloque, ouvert à tous, sur le thème "Pour ou contre le Revenu Universel d'Existence". Ce colloque qui a réuni une quarantaine de personnes, dont des militants de Paris, s'est tenu au siège du PCF, place du Colonel Fabien. Plusieurs des membres de l'Aire y participaient ainsi que quelques correspondants amis. C'était la première fois que ce parti organisait un tel échange contradictoire.*

Au cours de la matinée quatre intervenants ont présenté leur thèse et débattu entre eux. Yann Moulier Boutang, membre des Verts, professeur de sciences économiques à l'Institut d'Études Politiques de Paris et Arnaud Spire, philosophe, se prononçaient pour le revenu d'existence, Jean Marie Harribey, professeur de sciences économiques à l'université de Bordeaux et Liem Hoang-Ngoc, professeur de sciences économiques à l'université de Paris 1, se prononçant contre.

Dans son intervention Arnaud Spire s'est fortement inspiré de l'ouvrage de Yoland Bresson *«Pour la métamorphose de l'être social»* qu'il a d'ailleurs plusieurs fois cité, livre à la main. Yann Moulier Boutang, qui défendit une allocation calculée à partir des besoins, a plaidé avec beaucoup de passion en faveur du revenu d'existence, à partir d'arguments bien connus de nos lecteurs. On insistera donc davantage sur ceux invoqués par les opposants, car plus enrichissants pour nous dans la mesure où l'Aire a besoin d'affiner ses réponses aux objections et, plus particulièrement, lorsqu'elles émanent de personnalités proches des thèses marxistes.

Nous connaissons bien Liem Hoang-Ngoc mais il nous a surpris dans son argumentation, qui ne nous est pas toujours apparue très objective. En effet, il s'est efforcé de réfuter les arguments avancés, d'après lui, par certains des partisans du revenu d'existence, selon lesquels l'économie ne créerait plus suffisamment d'emplois par le salariat et la croissance serait nocive. L'avenir appartiendrait donc à l'économie non marchande et solidaire, avec le revenu d'existence en préalable. C'est ainsi que, selon son expression, on met la charrue avant les bœufs, alors qu'il faut avant tout défendre le salariat qui demeure le principal créateur de richesses. En priorité, il milite donc pour l'extension du pouvoir du salariat dans l'entreprise, afin d'y récupérer l'excès de pouvoir accaparé aujourd'hui

d'hui par les actionnaires. Cet objectif prioritaire pourrait être atteint, selon lui, si l'on parvenait à démocratiser la gestion de l'entreprise au bénéfice des salariés.

Nous ne reprendrons point en détail l'argumentation très nourrie de Jean Marie Harribey qui a notamment fait référence à Yoland Bresson, Alain Caillé, Jean Marc Ferry, André Gorz, Dominique Meda, Philippe Van Parijs, pour nous limiter à ce qui nous est apparu comme le plus essentiel. Pour Marie Harribey, en cela très classique, le travail reste bien le facteur essentiel de la création de richesses et quasi exclusif, selon ses arguments. Si effectivement, grâce aux gains de productivité, la part du travail diminue dans les coûts et entraîne une baisse de la valeur des biens sur le marché, cette réduction de la part relative du travail n'en diminue en rien l'intensité, bien au contraire. Le capital social collectif, sans le travail pour le mettre en œuvre, resterait un stock mort. Il faut donc militer pour le droit au travail, alors que le revenu d'existence n'est pas l'équité devant le droit au travail mais l'équité devant le revenu. Il n'est donc qu'un palliatif qui vise à évacuer des valeurs essentielles, comme les normes de travail, les rapports de force entre entreprises et salariés et le droit à l'emploi.

Dans le débat qui a suivi entre les intervenants, chacun s'est efforcé de réfuter les arguments de l'autre sans, probablement, réussir à le convaincre. Pour les avocats du revenu d'existence, toutefois, il fut nettement affirmé que son introduction aurait un impact décisif sur la croissance économique, par là même sur le niveau de l'emploi, et que sa mise en œuvre, en renforçant le pouvoir des salariés, renforcerait aussi leur position face à leurs employeurs et dans l'entreprise.

L'après midi, les échanges avec la salle, malheureusement écourtés en raison d'une trop longue interruption pour le déjeuner, furent beaucoup

plus instructifs. Certains participants ont évidemment plaidé pour la défense du droit au travail, le travail restant pour eux le facteur essentiel d'intégration sociale et d'épanouissement. Mais d'autres, surtout des militants, ont vigoureusement plaidé en faveur du revenu d'existence. Pour une participante, le revenu d'existence est la reconnaissance de toute activité non structurée. Il répond à l'aspiration à la mobilité, à l'autonomie, au temps de repos. Si vous êtes contre, que proposez-vous? Pour un autre, le revenu d'existence c'est augmenter le pouvoir d'achat dans la famille. C'est ainsi que, dès sa naissance, l'individu voit son autonomie renforcée par ce revenu. Pour un autre, le revenu d'existence c'est peu mais ça peut me permettre de refuser des petits boulots. Pour un autre, le revenu d'existence donne une perspective de revenus. Citant le cas des banlieues, les casseurs vivent en permanence dans l'instant présent, sans aucune perspective. Ils en auraient une avec le revenu d'existence. L'Aire n'aurait par rêver trouver de meilleurs avocats!

À ce moment du débat Jacques Nikonoff, est intervenu pour donner son opinion, que l'on connaît négative, mais visiblement aussi pour empêcher une dérive de la salle trop visiblement favorable au revenu d'existence. En tant que militant très orthodoxe du parti il s'est interrogé sur la meilleure façon de mobiliser les citoyens. Pour lui, comme le revenu d'existence remplace le droit au travail par un droit au revenu, il aura sa place, mais beaucoup plus tard dans une perspective communiste car, pour l'instant, il ne répond pas aux priorités du parti. En effet:

✓ Le revenu d'existence ne s'inscrit pas dans le changement des rapports sociaux de la production. De même il ne donne pas la priorité au travail ainsi qu'aux modifications à apporter à sa nature et à sa conception. Au demeurant, il ne fait que traduire une abdication, alors que l'axe central des luttes sociales et politiques reste la suppression du chômage.

✓ Alors que le parti critique l'orientation donnée à la croissance, le revenu d'existence ne la modifie en rien.

✓ En outre, quelques interrogations demeurent: le revenu d'existence est-il un pas vers l'abo-

lition du salariat ou le dépassement du salariat? Et puis, comment le financer?

Beaucoup de mains se sont levées pour lui répondre, dont celle de Serge Dumartin, mais la parole ne lui fut point donnée avant qu'il dût partir. Il se proposait de dire, entrant dans la problématique communiste, que réclamer l'augmentation des minima sociaux, comme elle le fait, est consolider l'assistance des pauvres par les riches et la justifier. Alors que le revenu d'existence tend à supprimer l'assistance et à égaliser les droits des citoyens. Pour autant, les répliques furent vives, en particulier de la part d'Arnaud Spire, de Yann Moulier Boutang et de Marc Heim. Pierre Lavagne, l'un des derniers à prendre la parole, put insister au nom de l'Aire sur la nécessité de ne pas distribuer plus que l'on ne produit. Il démontra en conséquence l'intérêt de partir des richesses créées pour fixer la part revenant au revenu d'existence, celui-ci étant le fruit du capital social collectif. (1). L'heure avançant, le débat fut écourté et je dus m'abstenir de demander la parole.

Dans sa conclusion Jacques Nikonoff, probablement sensible à certains arguments, s'est montré beaucoup plus nuancé. Il a souligné la richesse du débat, direct et vivant entre opposants, universitaires et participants. La discussion, a-t-il dit, a notamment permis de clarifier des malentendus et s'il reste encore quelques a priori, d'autres sont tombés. Il s'est même interrogé sur l'opportunité pour le parti de défendre le revenu universel, en rappelant que ce type de débat, qui fut une première pour le parti, fut une expérience enrichissante.

Évidemment, un grand parti comme le PC ne peut soudainement changer de doctrine. Mais, petit à petit nous semons et, non point pour ce quinquennat mais pour le suivant, il ne nous paraît pas déraisonnable d'espérer que se multiplieront les prises de position favorables au revenu d'existence. Il se trouve bien confirmé que l'Aire doit poursuivre sa campagne d'explication dans tous les milieux où l'on peut toucher autant les politiques que l'opinion de la base.

Jacques Berthillier

(1) *Malheureusement Pierre Lavagne ne put développer son argumentation autant qu'il l'aurait voulu. Il le fait ci-dessous.*

En tant que membre de l'AIRE, il fallait non seulement rectifier un malentendu sur la façon dont Yoland Bresson et l'AIRE calculent le RE, ce qui fut fait, mais aussi faire entendre notre point de vue ce qui était moins facile, le président ayant à faire à une salle remuante sinon agitée et les temps de parole étant fort inégaux. Nous ne sommes donc arrivés à nous faire entendre qu'en fin d'après midi alors que beaucoup, pour ou contre, avait été dit. Je développe ici mon intervention qui a été faite à titre personnel tout en indiquant ma relation avec Y. Bresson. Elle comprend trois points.

Tout d'abord qu'il est exact que le RE depuis Tomas Paine au 18<sup>e</sup> siècle a été présenté sous de multiples versions. Le fait qu'elles n'aient pas été appliquées, mais qu'il ait sans cesse réapparu révèle qu'il s'agit moins d'une théorie que d'une intuition et presque d'un sentiment, à savoir que chacun a droit à quelque chose de la production nationale. Les versions auxquelles on faisait référence sont la façon dont ses partisans l'habillent en lui prêtant les mérites correspondant à la conjoncture du moment et à la façon dont ils voient le monde.

Ces habillages théoriques peuvent se regrouper sous deux rubriques :

Ou bien, on voit dans le RE le moyen de satisfaire les besoins. Dans ce cas, le RE est très souvent fixé à un niveau assez élevé jusqu'à quatre ou cinq mille francs. Des auteurs sérieux (Van Parijs par exemple) préconisent un RE, "aussi élevé que possible".

L'accord sur cette base est facilement trouvé mais on voit vite que le débat porte autant sur les avantages offerts à la population que sur la dynamique de transformation de l'économie, obligée par la nécessité de trouver un financement important. MM. Gorz et Madelin sont l'un et l'autre d'accord pour un RE à 4 000,00 F. Je doute qu'ils le soient pour les mêmes raisons. L'application du RE sera une source de disputes sans fin et l'accord de principe débouche sur des chiffres arbitraires que les politiques remettront en question et sur des financements aux effets ambigus. Le RE est ici autant une fin qu'un moyen.

L'autre démarche est plus abstraite. Elle part de l'idée que chaque nation comprend un capital social ou sociétal collectif qui participe au processus productif à l'égal du capital et du travail. Sa source n'est

pas forcément le résultat du travail au sens habituel du terme ni d'une accumulation capitaliste de style traditionnel. Par exemple, la langue employée est le principal instrument de production dans une activité collective, mais ce n'est pas un objet économique; son efficacité pour la relation dans le processus de production peut être très variable. Il n'y a donc pas de raison que les apporteurs de travail et de capital s'octroient la totalité du revenu permis par les différents composants du capital sociétal puisqu'il appartient à toute la communauté. Il faut alors l'évaluer et le redistribuer à tous les ayants droit. Il devient alors le RE, manifestation de la reconnaissance par le corps social de l'intégration dans la société d'un individu.

Les économistes reconnaissent souvent le rôle actif de cette forme de capital mais peinent à lui donner une mesure précise. Si la fonction globale de production ne permet pas la mesure directe, on sait qu'il est forcément compris dans le fameux "facteur résiduel" isolé par Dennisson au début des années 1960, dont la participation à la production est de 30 ou 40 %. On a là une fourchette à l'intérieur de laquelle on peut fixer un RE plausible relié au processus de production et non pas à la demande. L'autre moyen, plus précis et plus sophistiqué, consiste à contourner la difficulté d'évaluation par le calcul à partir de la fonction de production. Yoland Bresson propose d'estimer le RE à partir d'un calcul de la valeur du temps. Le résultat a l'avantage d'être précis, imperméable à la démagogie, et d'évoluer en même temps que l'activité économique.

La conception à partir de l'offre suppose une prise de parti préalable sur les sources de la valeur. Si on maintient que le travail est le seul créateur de valeur, idée sans doute assez répandue dans le PC, tout revenu autre que le travail est ou extorqué comme le profit ou octroyé comme les aides sociales. Les 20 % de la population qui travaillent en France sont alors à la source de tout, au cœur de l'intégration, les 80 % qui restent étant à la périphérie. Le RE dans cette deuxième conception est incompatible avec cette doctrine qui ne supporte que la première définition avec toutes ses incertitudes. L'intégration économique est alors "à deux vitesses", elle est donc imparfaite parce que le statu de "pièce rapportée" ne vaudra jamais celui d'une intégration d'origine.

Pierre Lavagne

# De l'argent pour la tuerie, mais pas pour la vie

*La dernière guerre mondiale (1939-1945) a coûté \$375 milliards de dollars selon une évaluation des années 1950. Des milliards de dollars sont encore dépensés pour la guerre dans diverses parties du monde et les dépenses militaires dépassent le coût de la dernière guerre mondiale. De l'argent pour la tuerie mais pas d'argent pour éliminer la pauvreté dans le monde.*

Oui, les hommes sont fous d'entrer en guerre. Fous d'accepter la guerre. Fous de croire qu'on les conduit à la guerre pour mettre fin aux guerres. Fous de cesser une guerre pour en préparer une autre pire.

Et fous aussi de supporter un système qui ne peut tenir que grâce à la guerre et aux préparatifs de guerre.

Dès que la paix s'installe, le chômage s'installe et on bénit les contrats d'armements. Et l'on accueille, si on ne les provoque pas, les conflits qui créent la psychose nécessaire pour promouvoir ou admettre les préparatifs de guerre.

Pendant dix années avant la guerre No. 2, on ne pouvait trouver cinq sous pour aider les victimes de l'absence de l'argent. Aussitôt la guerre déclarée, on n'a pas manqué une seule minute de tous les millions et milliards nécessaires pour financer la guerre la plus coûteuse de tous les siècles.

Tout l'argent qu'il faut pour les torpilles

qu'on ne fait pas payer à leurs destinataires ; mais pas d'argent pour les enfants anémiés.

Tout l'argent qu'il faut pour tous les bombardiers, porte-avions ou avions à réaction qu'on est capable de construire. Mais pas d'argent pour les maisons qu'on serait fort capables de bâtir.

Et pourtant, l'argent, pourrait venir aussi vite pour les œuvres de vie qu'il est venu pour les œuvres de mort. La guerre a été financée avec des chiffres inscrits dans les livres des banquiers.

Cette comptabilité-là n'est-elle bonne que pour tuer et détruire ?

Ce système de finance-dette et finance-mort est criminel. Les hommes sont fous de l'endurer vingt-quatre heures de plus. Et ceux qui gouvernent les hommes sont, ou bien des archi-fous, ou bien des complices du système criminel qui bouscule les civilisés de crise en guerre et de guerre en crise.

Louis Even

## L'allégorie du patriarce

*Et le patriarce leur disait :*

*Aujourd'hui, nos terres donnent la moitié plus sans que vous n'ayez à travailler.*

*Croyez-vous que je sois assez fou pour encore vous faire partager nos richesses*

*au prorata d'un labeur que vous n'avez plus à fournir ?*

Il était une fois, il y a très longtemps, un patriarce qui possédait des terres fertiles.

Un jour, il rassemble tous les membres de sa grande famille et leur tint le langage suivant :

" Mes enfants, pour que nos terres donnent du blé en abondance, il est nécessaire de les

cultiver. Voici que j'ai besoin de vos bras pour cela. Il me faut des laboureurs, des semeurs, des faucheurs, des glaneurs, des batteurs, des meuniers etc.... Partagez-vous le travail. Un tel sèmera le blé, tel autre fera le pain, je vous récompenserai en fonction de votre travail et nous profiterons tous du rendement de nos terres. "

Ainsi fut fait, et la famille vécut en harmonie, chacun mangeant à sa faim du fruit de son travail.

Jusqu'au jour où la mécanisation ayant beaucoup progressé, le patriarce fit l'acquisition d'une laboureuse-semeuse, d'une moissonneuse-batteuse et d'autres machines encore.

La famille vint le trouver

"Nous n'avons plus à labourer, ni à semer, ni à moissonner. Donne-nous du travail afin que nous puissions, comme avant, gagner le pain que mangeons."

«À quoi pouvez-vous encore m'être utiles?" répliqua le patriarce. " Mes machines labourent et moissonnent, mieux et plus vite que vous le fîtes jamais, elles ne tombent pas malade, et je ne les ai pas encore vues de mauvaise humeur. Nos terres rendent 50 % de blé en plus que lorsque vous y travailliez. »

" Donne-nous du travail sinon nous ne pouvons pas nourrir nos enfants et mourrons tous puisque c'est notre travail qui nous donne de quoi vivre, " Le patriarce était un sage comme on aimerait encore en trouver de nos jours. Il leur tint ce discours :

" Il fut un temps où j'avais besoin de vos bras pour que nos terres donnent du blé, que nos moulins broient le grain, et que la farine

se transforme en pain. À cette époque, je vous avais dit: «Je vous récompenserai en fonction de votre travail» et c'était bien ainsi.

Aujourd'hui, nos terres donnent la moitié plus sans que vous n'ayez à travailler. Croyez-vous que je sois assez fou pour encore vous faire partager nos richesses au prorata d'un labeur que vous n'avez plus à fournir

Pourrais-je manger tout le pain tout seul? Condamnerai-je mes enfants à mort? Devons-nous en revenir à l'ancien système où vous vous tuiez au travail pour un pain moins abondant qu'aujourd'hui? Vais-je détruire mes machines pour que vous les remplaciez?

Je déclare plutôt ceci: l'ancienne équation «Travail = Pain» est tombée en désuétude. Nous partageons simplement notre richesse qui ne nous coûte pas d'effort. Ainsi, mes enfants, vous vivrez sans contrainte. Et toi qui labourais et qui aime tant la peinture, tu pourras t'abandonner à ton art et à tes tableaux qui égayeront nos maisons, et toi, qui moissonnais mais qui travaille si bien le bois, tu nous fabriqueras des meubles pour ton plaisir et le nôtre.

JEAN-CLAUDE HUBAUT (extrait de la «Condition divine» Chap.5)



## Nos prochaines réunions d'ici l'été

A la maison des Sciences de l'Homme

54, bd Raspail - Paris

de 14h30 à 17 h.

Mercredi 13 Mars

Mercredi 10 Avril

Mercredi 15 Mai

Mercredi 12 Juin

Ces réunions sont ouvertes à tous nos adhérents et correspondants.

Venez nombreux.

# Vie de l'Association

## - RAPPORT D'ACTIVITÉ

Le 13 février, l'AIRE a tenu son assemblée générale.

Parmi les activités les plus marquantes, citons :

- la parution de l'ouvrage de Yoland Bresson « *De l'ancienne à la nouvelle économie* » (Arnaud Franel Éditions),
- La rédaction de l'Appel à la concertation des associations publié sur les sites de Transversales et Place Publique,
- De nombreuses interviews de Yoland Bresson sur les radios nationales et périphériques et à Canal Plus,
- Des interventions comme conférenciers à de nombreux débats. Citons notamment : Yoland Bresson au colloque organisé au Sénat par le Centre Solidariste présidé par notre ami Marcel Ruby et à l'assemblée générale du Parti Vivant à Liège, de Pierre Lavagne, Jacques Berthillier, Serge Duartin au Colloque du Parti Communiste « Pour ou contre une allocation universelle d'existence », de ces deux derniers au cinéma d'essai à Caen sur le revenu d'existence.
- Participation aux travaux du Cafecs (Carrefour pour une Europe civique et sociale)
- Contacts avec les principaux partis politiques, également auprès de la commission sociale des évêques et de nombreuses associations : Attac, réseaux Espérance, collectif chrétien contre la précarité, etc...



## COTISATIONS 2002

		anciennement
Cotisation de base (1)	60 euros	400 F
Cotisation réduite (1) (chômeurs et étudiants)	15 euros	100 F
Abonnement lettre de liaison	30 euros	200 F

(1) Donne droit à la lettre de liaison et à une déduction fiscale.